M. Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies Les Représentants des Etats Membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies M. Staffan de Mistura, Envoyé Spécial du Secrétaire Général pour la Syrie

Au cours des derniers jours et semaines, la Syrie a connu une nouvelle escalade de violence sur plusieurs zones de son territoire. En Ghouta Orientale, à Idlib et Afrin particulièrement, des zones résidentielles, des équipements civils et des hôpitaux ont été ciblés dans une violation majeure du droit international, tuant et blessant des centaines de civils, d'après les organisations syriennes et internationales des droits de l'homme.

Plusieurs développements et escalades de violence au cours des derniers années ont conduit au déplacement forcé de centaines de milliers de résidents des provinces d'Alep, Homs, et la campagne Damascène vers Idlib et la ruralité d'Alep dans le cadre d'une politique systémique qui pourrait constituer un cime de guerre. Ces personnes déplacées vivent désormais auprès des résidents des ces zones ciblées par les bombardements syriens et russes, alors que la majorité de ces régions sont visées par l'accord de deescalation annoncé plus tôt à Astana. Dans le même moment, plus de 250 000 civils vivent assiégés dans la Ghouta orientale pour la cinquième année consécutive. Ils vivent dans des conditions extrêmement difficiles et sont victimes de tirs et de frappes, ainsi que de chutes de bombes barils qui n'ont d'autre objectif que la destruction totale.

L'ampleur de la tragédie syrienne dépasse ce que les mots ou quelques lignes peuvent décrire. Il est maintenant clair que les vies de civils n'ont aucune valeur dans les calculs opérés sur le sol syrien. Il convient de noter que les prochains pourparlers de Genève coincide avec une escalade militaire dont le peuple syrien paie toujours le prix le plus élevé.

Les organisations syriennes signataires croient en leur devoir d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les points suivants:

- 1. La priorité absolue en Syrie aujourd'hui doit être de mettre fin à l'escalade de la violence, d'assurer la protection des civiles là où ils se trouvent, ainsi que la livraison de vivres et d'assistance médicale vers les zones assiégées afin de mettre un terme au siège et à la destruction des capacités d'une population.
- 2. Il serait vain d'envisager une solution politique qui comprendrait la rédaction d'une nouvelle constitution, des plans de reconstruction ou des travaux de redressement rapide, sans une pression immédiate de la communauté internationale pour un cessez-le-feu et la protection des civils. L'esprit d'une constitution est de servir ses citoyens et une réflexion sur une Constitution serait vide de sens tant que ceux-ci continuent d'être tués. Les efforts doivent en outre s'orienter vers la reconstruction des capacités des citoyens. En ce sens, la Conférence de Bruxelles doit avoir pour objectif d'encourager la prise de décision dans le cadre des pourparlers de Genève afin de mettre immédiatement un terme aux opérations militaires et poser les fondations des efforts de reconstruction.
- 3. Les échecs successifs des Nations Unies à fournir de l'aide humanitaire à la Syrie risque de reproduire la crise qu'a connue Alep dans d'autres zones du territoire syrien, et en Ghouta Orientale en particulier. Si elle le souhaite, la communauté internationale a les moyens et doit, à condition que cela ne soit pas soumis à des calculs militaires ou compromis dans un processus politique, assurer la livraison immédiate d'aide humanitaire aux citoyens assiégés.

Pour toutes cas raisons, les organisations syriennes signataires annoncent que leur participation à la prochaine session des pourparlers de Genève et à la Conférence de Bruxelles dépendra de l'engagement de la communauté internationale à mettre un terme aux opérations militaires et au ciblage des civils. Cela doit se concrétiser par:

- Une pression sérieusement exercée afin de mettre un terme aux opérations militaires, y compris les récentes offensives menées par les armées syriennes et russes à Idlib et dans la Ghouta Orientale.
- 2. L'instauration d'un plan sérieux et réaliste pour la livraison de vivres et de matériels militaires aux zones assiégées et celles dans le besoin grâce à un corridor humanitaire.

Signataires:

- 1. Al-Marsad, Arab Human Rights Centre in Golan Heights
- 2. Al-omarya assembly for transitional Justice
- 3. Alkawakibi Center For Transitional Justice and Human Rights
- 4. Alkawakibi Organization For Human Rights
- 5. Alseeraj for Development and Healthcare
- 6. Asharq News
- 7. Association of Detainees and the Missing in Sednaya Prison
- 8. Association of German-Syrian Humanitarian Organization
- 9. Basmeh &Zeitooneh
- 10. Baytna Syria
- 11. Citizens for Syria
- 12. Civilians for Justice and Peace
- 13. Daraa Free Doctors Association
- 14. Daraa Free Governorate Council
- 15. Daraa Lawyers Bar Association
- 16. Dawlaty
- 17. Fraternity Foundation for Human Rights
- 18. Human rights Guardians
- 19. Jasmine Dream Organization
- 20. Justice for Life
- 21. Kombanda kurdin serbwxe suri
- 22. Kudra Organization
- 23. Life is Peace
- 24. Lilitha
- 25. Local Administration Councils Unit (LACU)
- 26. Local Development and Small-Projects Support (LDSPS)
- 27. Mariam Association for empowering women in Qunaitra
- 28. Nabea El Hayat
- 29. Quaitra Free Governorate Council
- 30. Reformation Assembly of Houran
- 31. SANAD for people with special needs
- 32. Sawa Foundation
- 33. Shaml CSOs Coalition
- 34. Sonbola Group For Education & Development
- 35. Syria Justice and Accountability Center (SJAC)
- 36. Syria Women Organisation
- 37. Syrian Archive
- 38. Syrian Center for Media and Freedom of Expression (SCM)
- 39. Syrian Center for Statistics and Research
- 40. Syrian Feminist Lobby
- 41. Syrian Forum
- 42. Syrian Institute for Justice
- 43. Syrian Lawyers Aggregation
- 44. Syrian League For Citizenship
- 45. Syrian Network for Human Rights (SNHR)
- 46. Syrian Republican Party
- 47. Syrian Women association for development
- 48. Syrian Women Association(Salam)
- 49. Syrians for Truth and Justice (STJ)
- 50. The Day After (TDA)
- 51. The Independent Syrian Kurds Association
- 52. The Justice House of Houran
- 53. Violations Documentation Center (VDC)
- 54. Women Now for Development